

Brochure n° 3334

Convention collective départementale

IDCC : 2579. – **MÉTALLURGIE**
(LOIR-ET-CHER)

■ *Journal officiel* du 26 avril 2008

**Arrêté du 24 avril 2008 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective départementale des industries
métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher (n° 2579)**

NOR : MTST0810528A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 133-8, alinéas 1 et 3 (devenu l'article L. 2261-15) ;

Vu l'arrêté du 25 juin 2007 portant extension de la convention collective départementale des industries métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 13 décembre 2006 relatif aux rémunérations annuelles garanties et à l'indemnité de panier conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 avril 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueillis selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail (devenu l'article R. 2261-5),

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective départementale des industries métallurgiques et connexes de Loir-et-Cher et dans

son propre champ d'application, les dispositions de l'accord du 13 décembre 2006 relatif aux rémunérations annuelles garanties et à l'indemnité de panier conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3, alinéa 1 (devenu l'article L. 2241-9), qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

L'article 1^{er} est étendu sous réserve que l'exclusion des apprentis du champ d'application dudit accord s'applique, conformément aux dispositions des articles L. 117-2 et L. 117 *bis*-1 (devenu L. 6222-23) du code du travail, telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. Soc. 12/07/1999, société INTERFIT), aux seules dispositions dont les apprentis ne peuvent réclamer le bénéfice, car elles sont incompatibles avec leur situation de jeune en première formation ou à celles qui réservent spécifiquement un avantage déterminé à une catégorie particulière de salariés, pour lequel les apprentis ne remplissent pas les conditions objectives d'attribution.

L'article 3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 212-4 du code du travail (devenu L. 3121-1).

L'article 5 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 5 de l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, relatives aux éléments à prendre en compte pour l'application des garanties de rémunérations effectives.

Le dernier alinéa de l'article 9 est étendu sous réserve de l'article L. 122-3-3 du code du travail (devenu L. 1242-14).

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 2008.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/7, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.